



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

## Trente-quatrième session

Nadi (Fidji), 9-13 avril 2018

### Déclaration du porte-parole de la Consultation de la société civile

Je m'appelle Maria et je viens de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Aujourd'hui, je représente les 32 participants issus de la société civile présents à la trente-quatrième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, qui représentent eux-mêmes 16 pays et 25 organisations et mouvements nationaux et régionaux. Nous sommes de petits agriculteurs familiaux, des travailleurs agricoles, des paysans sans terre, des femmes et des jeunes des campagnes, des pêcheurs, des habitants des forêts, des pasteurs et des éleveurs, des citoyens pauvres, des consommateurs et des représentants des peuples autochtones et d'organisations non gouvernementales. Nous remercions de nouveau la FAO pour son engagement constant aux côtés des organisations de la société civile.

Permettez-moi tout d'abord de vous faire part d'une réalité. La Papouasie-Nouvelle-Guinée compte de nombreux habitants à nourrir et ne donne donc pas la priorité aux exportations. Nos petits agriculteurs, en particulier les femmes, cultivent essentiellement des plantes traditionnelles qui sont ensuite vendues sur des marchés locaux. Leur situation se détériore car les grandes entreprises agricoles s'approprient les meilleures terres, qu'elles utilisent pour cultiver des plantes destinées à l'exportation. Certaines d'entre nous sont désormais contraintes de faire plus de dix kilomètres à pied pour s'approvisionner et cultiver leurs terres. Les plantes traditionnelles cultivées par les petits agriculteurs se sont révélées nettement plus résilientes que les monocultures importées de l'étranger, qui n'ont pas résisté aux graves sécheresses ayant touché la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Il s'agit là d'un exemple parmi de nombreux autres, qui montre comment les agriculteurs, l'agroécologie et les savoirs traditionnels permettent de renforcer la résilience des systèmes agricoles dans l'ensemble de la région Asie et Pacifique. La FAO elle-même a reconnu à de nombreuses reprises qu'il était nécessaire de développer l'agroécologie, mais de nombreux États Membres continuent de préconiser de fausses solutions, par exemple celle consistant à mettre en place des cultures hydroponiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au lieu d'aider les petits agriculteurs à adopter des pratiques agroécologiques, à accéder aux chaînes de valeur locales et à vendre leurs produits au niveau local.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



APRC34

L'agriculture industrielle, en particulier la production intensive de viande et de produits laitiers, est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Les mesures d'atténuation mises en œuvre par les gouvernements ne permettent pas de lutter contre ces causes profondes et n'empêchent pas les principaux pollueurs – dont le secteur agroalimentaire et les entreprises énergétiques et minières – de continuer de s'approprier terres et eaux et de contribuer au réchauffement climatique. Ces mesures comprennent les mécanismes d'atténuation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dont REDD+, l'initiative pour le carbone bleu et l'initiative pour une agriculture intelligente face au climat, qui sont également promues par la FAO.

Les mesures d'atténuation visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et les mesures d'adaptation aux effets du changement climatique sont au cœur de la question de l'accès aux terres, aux eaux douces, aux ressources marines et aux ressources forestières et de leur maîtrise, et jouent un rôle clé dans les activités locales visant à développer l'agroécologie, à favoriser la régénération de la nature et à protéger les paysages qui permettent de retenir l'eau.

Les petits agriculteurs et pêcheurs familiaux sont à l'origine de 80 pour cent de la production alimentaire mondiale. Pourtant, nous n'en faisons pas assez pour défendre leurs droits. L'agriculture industrielle, censée nourrir le monde, est promue par les fameux partenariats public-privé et par les défenseurs des organismes génétiquement modifiés, par exemple le riz doré. Cette semaine, le Département de la justice des États-Unis a donné son accord à la fusion de Bayer et de Monsanto. Cette nouvelle fusion de deux géants a pour effet de réserver la maîtrise de nos systèmes alimentaires à un petit nombre, au détriment des producteurs d'aliments et des consommateurs du monde entier. Or, les droits des peuples autochtones et des petits agriculteurs font l'objet d'une reconnaissance internationale, notamment dans le cadre de la Politique de la FAO concernant les peuples autochtones et tribaux et des discussions actuellement menées en vue d'élaborer une déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans.

#### **Nous recommandons à la FAO:**

- de mettre en œuvre, avec la participation pleine et active de la société civile, des instruments mondiaux de politique générale, notamment la déclaration sur les droits des paysans (une fois ratifiée), la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale et les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires;
- de promouvoir des initiatives régionales, notamment l'initiative «Un monde, une santé», et inviter les pays à mettre en œuvre cette dernière afin de mettre l'accent sur les dangers de la résistance aux antimicrobiens et sur l'apparition de nouvelles souches de grippe aviaire et de grippe porcine susceptibles d'être à l'origine d'épidémies mondiales;
- de veiller à ce que toute mesure de «modernisation» relative à la sécurité sanitaire des aliments repose sur une approche écosystémique, en tenant compte des incidences dans tous les écosystèmes et des différents profils de risque à différentes échelles et en faisant en sorte que la sécurité sanitaire des aliments n'ait pas d'effet délétère sur les petits producteurs;
- d'examiner l'incidence des accords de libre-échange sur les agriculteurs et les systèmes alimentaires et celle de l'initiative «Croissance bleue» sur les pêcheurs et leur famille, et faire rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre.
- La plupart des organisations de la société civile exigent déjà que le niveau de participation des femmes aux réunions soit d'au moins 50 pour cent. Il faut que la FAO favorise l'équilibre des effectifs entre les sexes dans les délégations des États Membres qui participent à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique et à d'autres grandes manifestations officielles, de façon à faire véritablement participer les femmes.

#### **Nous recommandons aux gouvernements:**

- de collaborer avec les universités et d'autres établissements d'enseignement en vue d'appeler leur attention sur les activités de promotion de l'agroécologie menées par la FAO et d'intégrer la question dans leurs programmes;

- de réglementer les activités promotionnelles en faveur d'aliments mauvais pour la santé qui s'adressent aux enfants;
- de réorienter les financements publics (subventions, achats) consacrés à l'agriculture industrielle et de mettre en œuvre, dans les institutions publiques, des politiques d'achats qui donnent la priorité aux produits issus de l'agriculture locale et agroécologique et d'activités de pêche durables;
- de ne pas conclure d'accords de libre-échange, qui contribuent à la propagation rapide de maladies et qui, en faisant augmenter le nombre de mauvaises calories importées par personne, favorisent la montée de l'obésité;
- de fournir un appui aux infrastructures des marchés locaux dans les grands pays tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les îles disséminées appartenant à d'autres pays, ainsi qu'aux infrastructures de chaîne de valeur utilisées par les petits exportateurs du Pacifique.

**Nous recommandons à la FAO et aux gouvernements:**

- de reconnaître le fait que les collectivités et les communautés locales sont les premières à devoir faire face aux effets du changement climatique, en garantissant leur participation au processus de prise de décision et aux interventions;
- d'instaurer des mécanismes et des partenariats plus solides en coopérant avec les petits agriculteurs et pêcheurs familiaux, les pasteurs et les habitants des forêts, non seulement pour fournir des avis mais aussi dans le cadre de véritables partenariats relatifs aux activités de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation d'initiatives, de projets et de cadres stratégiques;
- de jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, en favorisant la participation active de la société civile, en particulier des associations nationales et régionales d'agriculteurs familiaux.

Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs, notre objectif est le même, à savoir vivre dans un monde juste, libéré de la pauvreté et de la faim, dans lequel nous nous emploierions à ralentir les effets du changement climatique et à rétablir des écosystèmes résilients et des systèmes alimentaires sûrs et sains, pour nous et pour les générations à venir. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre collaboration pour faire de cette vision une réalité.